

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ARG/12

G/SCM/Q1/ARG/12

8 avril 2002

(02-1859)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par le CANADA concernant la notification de l'ARGENTINE¹

La Délégation permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 avril 2002.

1. L'article 21 du décret dispose que "*Si le Sous-Secrétariat établit une détermination constatant l'absence de dumping ou de subventions, il le fait savoir au Secrétariat qui, s'il le juge pertinent, ordonne la clôture de l'enquête et le classement du dossier.*"

L'Argentine pourrait-elle expliquer dans quels cas l'enquête pourrait se poursuivre si aucun dumping n'est constaté, et comment cela serait conforme à l'article 5.8 de l'Accord antidumping?

2. L'article 23 du décret dispose que "*Si le Sous-Secrétariat ou la Commission ne dispose pas d'éléments suffisants pour se prononcer à ce stade de l'enquête, celle-ci se poursuit jusqu'à l'établissement de la détermination finale ...*"

L'Argentine peut-elle expliquer cette disposition à la lumière de l'article 5.8 de l'Accord antidumping, qui dispose qu'une enquête sera close dans les moindres délais si les éléments de preuve ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure?

3. L'article 33 du décret dispose que des offres d'engagement peuvent être présentées suite à l'établissement d'une détermination préliminaire positive. L'Argentine peut-elle expliquer comment fonctionne cet article au cas où aucune détermination préliminaire n'est établie et où l'enquête se poursuit simplement jusqu'à l'établissement de la détermination finale, comme le prévoit l'article 23 du décret?

¹ G/ADP/N/1/ARG/1/Suppl.5, G/SCM/N/1/ARG/1/Suppl.5.